

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Corruption et malversations sont le fonctionnement normal du capitalisme



Plus d'un million et demi d'euros en cash ont été retrouvés chez l'exeurodéputé italien Pier Panzeri et l'eurodéputée grecque Eva Kaïli. Des parlementaires, ex parlementaires et proches d'Eva Kaïli, vice-présidente du parlement européen, sont mis en cause et accusés de corruption. Le Qatar et le Maroc ont voulu peser sur les votes des députés pour servir leurs intérêts. Pour le Qatar, il s'agissait surtout d'améliorer son image et vanter sa marche vers la démocratie. Pour le Maroc, il s'agit de faire accepter sa mainmise sur le Sahara occidental et de consolider des accords commerciaux avec les pays européens.

Ces deux pays ne représentent qu'un tout petit sommet de l'iceberg de la corruption. Les grandes puissances étant elles aussi coutumières de ce genre de manœuvres, avec bien plus de moyens, afin de faire prévaloir leurs intérêts économiques, militaires et politiques.

La Belgique n'est pas en reste! Le parlement wallon est secoué par la révélation de nombreux voyages de luxe effectués par le greffier du parlement wallon, en plus des travaux de la Maison des parlementaires à Namur qui ont coûté 50 millions d'euros, 5 fois plus que ce qui était prévu.

Le juge d'instruction en charge de l'affaire européenne, Michel Claise, expert en lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent, dénonce le manque de moyens humains et techniques de la justice, ainsi que le manque de magistrats qui crée une réelle difficulté pour juger les dossiers. Cette pénurie de moyens est bien sûr voulue par ceux qui dirigent : ils préfèrent limiter la fouille dans leurs affaires.

Et c'est la même pénurie de moyens chez les inspecteurs du travail et ceux de la fraude fiscale.

Les centaines de milliers d'euros qu'Eva Kaïli et ses acolytes ont empochés ne sont pas grand-chose à côté des milliards d'euros récoltés par les sociétés françaises au Qatar avec le Mondial 2022. En 2010, le Qatar avait été choisi grâce au poids de Platini alors président de l'UEFA et de Sarkozy. Des entreprises françaises ont alors touché le gros lot! En 2015 et 2017, le Qatar a acheté à Dassault 36 avions Rafale, pour 6 milliards d'euros, et a pris une option pour 36 autres. Un consortium RATP-Keolis a obtenu l'exploitation du métro de Doha, et Alstom celle d'un tramway local. Airbus vend des A320, etc. Il s'agissait là de réussite économique, surtout pas de corruption!

Il en va de même pour les travaux de la Maison des parlementaires. Paul Plasschaert, un des actionnaires de l'entreprise chargée des travaux, a été poursuivi en Flandre fin des années 90 pour avoir mis en place une entente qui, selon les termes du tribunal, « a réduit pendant des années la procédure des marchés publics à une mascarade ». Grâce à une gigantesque fraude, 34 entrepreneurs s'étaient entendus sur les prix d'au moins 54 appels d'offres pour de grands travaux hydrauliques commandés par la Région flamande. Projets, qui ont coûté bien plus cher qu'initialement prévu. La condamnation à 8 mois de prison avec sursis et 5 000 euros d'amende, prononcée en 2006, est dérisoire en regard des montants en jeu et n'empêche pas Plasschaert de continuer ses affaires, en Wallonie cette fois-ci.

L'enrichissement de quelquesuns sur le dos de tous, c'est le fonctionnement « normal » du capitalisme.

Quant aux membres de l'appareil d'État formés à servir les bourgeois, ils se servent plus ou moins à l'occasion. Bien sûr, cette corruption est écœurante, d'autant plus qu'envers les travailleurs les politiciens n'ont que les mots « économies » à la bouche, alors que le niveau de vie de la population ne fait que régresser.

Mais les montants détournés par le personnel politique ne sont qu'une sorte de pourboire à côté des milliards de profits qu'engrangent les capitalistes.

Les dividendes versés aux actionnaires n'ont jamais été aussi élevés. Les entreprises du BEL20 ont versé à elles seules 8,17 milliards d'euros à leurs actionnaires, en hausse de près de 50%! Le groupe Engie-Electrabel va accumuler 9 milliards d'euros de profit supplémentaire entre 2021 et 2024 avec la hausse des prix de l'électricité! Mais cet enrichissement-là n'est pas non plus du vol, il est légal! Vu que ce sont les riches qui font les lois!

Pour mettre fin au vol légal ou illégal des capitalistes et de leurs subordonnés, il n'y a pas d'autre solution que d'exproprier les banques et les grandes entreprises capitalistes et que les travailleurs mettent l'ensemble de l'économie sous leur contrôle.

Ils en veulent toujours plus

Pieter Timmermans, le CEO de la FEB (le syndicat patronal), se dit "inquiet" du déficit budgétaire "abyssal" et propose... de baisser les impôts des entreprises ainsi que les cotisations patronales à la Sécurité sociale. Bref, les sacrifices seraient pour les travailleurs dont il exige de baisser les pensions, les allocations de chômage et les salaires.

C'est une déclaration de guerre et on l'a entendue.

Les mensonges ordinaires de De Croo

Il y a un mois, lors de la présentation du budget de l'État fédéral, la secrétaire d'État Eva De Bleeker avait présenté un budget différent, avec un déficit de 1.3 milliards supérieur à celui du premier ministre Alexander De Croo. Suite à cela, elle avait été renvoyée de son poste.

Finalement, c'est bien elle qui avait raison sur la hauteur du déficit et en plus, des messages fuités montrent que De Croo avait approuvé le budget avec le déficit plus élevé.

Ces personnages au service des riches méritent toute la méfiance qu'ont les travailleurs à leur égard!

Les chômeurs servent de boucs émissaires



La question du chômage et des allocations a été remise sur le tapis par différents politiciens (N-VA, MR, CD&V, OpenVLd, ...) qui cherchent à faire des économies sur le dos des travailleurs.

Dans une période où le chômage augmente, ils veulent réduire les allocations chômage avec des sanctions allant jusqu'à la suppression des allocations au bout de trois ans sans travail.

Cette politique veut mettre la pression sur les chômeurs pour leur faire accepter des emplois sous-payés et faire ainsi pression sur l'ensemble des salaires.

C'est le grand patronat qui est responsable du chômage en licenciant toujours plus et en augmentant les cadences. Et c'est l'État lui-même qui a supprimé des dizaines de milliers d'emplois dans le secteur public.

La seule solution, c'est d'imposer de répartir le travail entre tous sans diminution de salaire, en prenant sur les profits.

Leur dette

Avec la hausse des taux, les cadeaux aux entreprises et l'augmentation des dépenses militaires, la dette de l'État belge a encore augmenté. Les banques qui avancent l'argent et touchent les intérêts se réjouissent: elles espèrent encore empocher des milliards que l'Etat prend aux travailleurs par les impôts!

Cette dette n'est pas la nôtre, ce n'est pas à nous de la rembourser!

Appauvrir les vieux pour enrichir les riches!

Le patronat et le gouvernement cherchent à faire de nouvelles économies sur les pensions.

Une réforme négociée en juillet allait déjà dans ce sens, mais le Premier ministre veut encore plus, en appauvrissant encore plus les retraités.

Le parti socialiste fait partie du gouvernement, mais rejette la proposition du Premier ministre... car il est passé par-dessus la tête de sa ministre des Pensions, Karine Lalieux (PS). Sur le fond, le PS ne s'oppose pas à de nouvelles mesures d'économies sur la sécurité sociale.

La Commission européenne et le gouvernement justifient ces attaques contre les retraités par la hausse du déficit de l'État. Ils prétendent que le déficit se creuse à cause des primes énergies et de la baisse de la TVA sur l'énergie. Mais ce sont des hypocrites!

Le déficit vient avant tout de l'argent public distribué aux grandes entreprises et aux dépenses militaires en forte augmentation!

En plus, les mesures comme la baisse de la TVA et les chèques énergies n'étaient que des moyens de

Abonnement : 22 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner à *Lutte Ouvrière* par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons. Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

limiter la pression de la population contre de grands groupes, comme Engie, qui profitent de la hausse des prix et font des milliards de profits!

Alors ça n'est pas aux travailleurs de payer pour le déficit de l'État capitaliste! Il y a assez d'argent dans les caisses du patronat pour combler le déficit et augmenter les salaires, les pensions et les allocations!

Les loyers continuent d'augmenter

Les loyers suivent la hausse des prix. Le propriétaire qui réclamait 600€ l'année passée peut maintenant exiger 60€ de plus par mois!

La hausse des loyers s'ajoute à la hausse des factures et de tous les autres prix. Il est nécessaire que les salaires augmentent chaque mois, avec un index sous le contrôle de la population!

Une politique criminelle



Cette année encore, des dizaines de demandeurs d'asile dorment dehors, notamment à Bruxelles, certains avec seulement une tente pour les protéger du froid glacial. Des chômeurs n'ayant plus de domicile sont dans la même situation, l'un est mort de froid à Froyennes.

Un retour de maladies telles que la gale, la diphtérie et la tuberculose sont recensées. De plus, certains demandeurs d'asile ont également perdu leur travail, en perdant le droit à la "carte orange" à cause de choix du gouvernement.

En Belgique, il n'y aurait pas de quoi héberger tous ces sans-domicile? Bien sûr que si, et ce ne serait que justice vu que beaucoup de réfugiés fuient des pays où la guerre est entretenue par les pays occidentaux.

Mais les ministres font la politique de l'extrême droite xénophobe pour diviser les populations et affaiblir les travailleurs.

Patrons radins

Si la loi prévoit une température de minimum 18 degrés, beaucoup de patrons descendent le chauffage dans les entreprises à 16 degrés voire moins pour faire quelques économies sur le dos des travailleurs.

Sans surprise, la plupart ne fournissent pas de pulls ou de vestes adaptées pour travailler toute la journée dans de telles températures. Encore un coût supplémentaire pour les travailleurs.

Cela n'empêchera pas les travailleurs de bouillir de colère, et à ce moment-là, ce seront les patrons qui auront la chair de poule!

La spéculation sur les prix de l'énergie tue

Fin octobre, 60 personnes étaient déjà décédées d'une intoxication au monoxyde de carbone en Belgique, deux fois plus que les années précédentes! Des poêles en mauvais état et surtout des carburants meilleur marché en sont la cause essentielle. Ils sont morts pour que les actionnaires de Total, Engie et compagnie se remplissent les poches de milliards!

Les pyromanes

À force d'austérité, les gouvernants organisent les catastrophes futures. À partir de 2025, le Hainaut ne pourra plus financer ses zones de secours, c'est-à-dire ses services incendies.

La Région Wallonne avait décidé en 2019 de faire peser la majorité du budget de ces services sur les provinces plutôt que les communes, sans se préoccuper de savoir si leur budget le permettait.

Le Hainaut va donc devoir trouver des dizaines de millions d'euros les

prochaines années pour payer les pompiers, pour ce faire il envisage même de vendre des bâtiments.

Les millions d'euros qui manquent, on pourrait les trouver dans les comptes en banque des 17 nouveaux milliardaires que compte la Belgique depuis cinq ans. Ceux qui détruisent cette société à petit feu, ce sont eux.

Un pas de plus vers l'énergie du futur

Un laboratoire de recherche américain a annoncé avoir pour la première fois produit plus d'énergie qu'elle n'en consommait grâce à la fusion nucléaire qui reproduit en modèle réduit le fonctionnement du soleil. C'est une avancée majeure pour cette technologie qui permet de produire de l'énergie presque sans risque et déchets radioactifs, contrairement aux centrales nucléaires actuelles.

Dans le contexte de crise énergétique et climatique, une source d'énergie quasi illimitée et non polluante fait rêver. Mais les capitalistes, qui préfèrent spéculer sur les sources d'énergie fossiles, charbon et gaz, laissent cette technologie dans les mains des États avec des budgets limités.

Le plus important projet de fusion nucléaire au monde, le projet ITER, dans le sud de la France, mobilise seulement 5 000 chercheurs et travailleurs et annonce qu'il faudra encore des décennies de recherches avant d'espérer utiliser cette technologie massivement.

Pour développer au plus vite la bombe atomique dans les années 40, le gouvernement américain avait mobilisé 130 000 personnes dans le projet Manhattan. On voit qu'il y a de la marge...

Les capitalistes et les gouvernements préfèrent développer des armes pour préparer les futures guerres, plutôt que de trouver rapidement des solutions pour une énergie propre et abondante.

Une manifestation pleine d'inquiétudes

Le 16 décembre, la manifestation nationale à l'appel des organisations syndicales a réuni 16 500 manifestants selon la police, 25 000 selon les syndicats, un chiffre plutôt bas.

Les délégués et militants syndicaux présents dans la manifestation témoignaient de la difficulté de mobiliser.

Ce qui dominait, c'était un sentiment d'angoisse devant la situation qui s'aggrave rapidement avec l'explosion des prix et les autres attaques qui se multiplient dans les entreprises. Par exemple, les travailleurs de la chaîne Makro, présents à la manifestation, sont confrontés à la fermeture. D'autres sont soumis à des charges de travail intenables, tout en connaissant du chômage économique, des pressions patronales contre les absences pour maladie, des heures supplémentaires pas payées...

Une situation qui sonne aussi le glas de la « concertation sociale ». Le camp patronal qui veut sauver, voire augmenter ses bénéfices dans la crise en faisant payer les travailleurs, ne laisse plus d'autre marge aux appareils syndicaux que l'alignement complet sur les exigences patronales ou la lutte frontale contre le capital. Or, cette dernière option – révolutionnaire – n'en est pas une pour les bureaucrates syndicaux qui défendent seulement leur place d'interlocuteurs attitrés et rémunérés du patronat.

C'est cette contradiction qui explique les mobilisations mi-chèvre mi-chou à répétition, où les directions syndicales combinent la « grève générale » avec les revendications les plus timorées. Cela entraîne une crise dans les appareils syndicaux. Et les tensions au sein des délégations et entre les appareils à l'intérieur du même syndicat, sont palpables, y compris à la manifestation.

Or, les témoignages concrets des

délégués contredisaient les revendications mises en avant par les directions syndicales et notamment celle de la « liberté de négociation » qu'on obtiendrait en abolissant la loi de 1996.

Ainsi un délégué qui reprenait à son compte cette revendication, mais décrivait la situation dans son entreprise du secteur de la construction comme une « guerre permanente » : le patron « ne respecte plus aucune loi sociale » et ne rêve que de se débarrasser du délégué qui se sent comme « le dernier rempart » contre l'exploitation débridée. Que peut-il bien négocier avec son patron, même si la loi de 1996 était abolie ?

Les salaires sont trop bas et le constat qu'il faut au moins 2 000 € net pour vivre était facilement établi : mais alors, « pourquoi on ne le revendique pas ? »

Il était possible aussi de discuter que dans cette guerre sociale que nous mènent les patrons, il faut s'armer de revendications et de détermination. Et les manifestants qui attendent une « vraie mobilisation » n'étaient pas rares.

Il est vrai que cette détermination, personne ne la sent pour l'instant. Et les mobilisations sans perspective des appareils, bien loin d'être à la hauteur des enjeux, ne contribuent en rien à éveiller ni la détermination, ni la confiance des travailleurs dans leur propre force et la conscience de leurs intérêts communs.

Mais ce sont les attaques du patronat lui-même qui feront en sorte que l'angoisse actuelle finisse par faire place à la colère.

Ceux qui se posent la question d'une riposte du monde du travail à la hauteur des enjeux sont aujourd'hui très minoritaires. Mais ils peuvent contribuer à préparer la mobilisation en faisant connaître autour d'eux des objectifs qui correspondent aux besoins des travailleurs, et qui permettent de s'unir et de devenir toujours plus fort. Il faut oser réclamer ce qu'il nous faut : 2 000 € net minimum pour tous, une véritable augmentation des salaires et des pensions et le contrôle des

travailleurs sur l'indexation des salaires et pensions qui est aujourd'hui insuffisante car truquée. Et la répartition du travail entre tous sans perte de salaire, car à quoi sert l'augmentation des salaires, si on est au chômage?

Et il faut promouvoir une direction démocratique des luttes, par les travailleurs en lutte eux-mêmes, par le moyen des comités de grèves. C'est indispensable pour pouvoir dépasser la détermination chancelante des dirigeants syndicaux.

La « liberté de négocier » est illusoire

Le président de la FGTB Thierry Bodson, a dénoncé en amont de la manifestation du 16 décembre l'insuffisance des chèques énergie et réclamait la possibilité de pouvoir négocier les salaires secteur par secteur.

Si les chèques énergie ne règlent absolument rien car ils sont trop faibles et payés par les impôts des travailleurs, la revendication de négocier secteur par secteur est une illusion et démobilisatrice.

Ce n'est pas par la négociation que les augmentations nécessaires pourraient être imposées, même dans des secteurs qui font des profits. Encore moins pour les pensions!

C'est même le secteur des assurances - très rentable - qui a commencé à faire l'impasse sur l'indexation des salaires "élevés" de 5 400 euros brut, ce qui ne représente toujours que 3 000 euros net.

Et qu'en est-il des travailleurs des secteurs où les difficultés sont réelles ? Ils n'ont qu'à renoncer à payer leurs loyers et leurs factures ?

Poser la question des salaires par secteur ou par entreprise, c'est affaiblir le camp des travailleurs.

La lutte pour nos conditions de vie ne peut se mener qu'au niveau de toutes les entreprises en créant ensemble un rapport de force contre le patronat.

BPost: petits arrangements entre amis

Dirk Tirez, CEO de BPost, a démissionné début décembre. Il est soupçonné d'avoir illégalement favorisé l'attribution de contrats de distribution de journaux à certaines entreprises, contrairement au principe de concurrence. Il a donc été poussé vers la sortie.

Dirk Tirez avait – il paraît – une réputation d'homme honnête. Il est pourtant le deuxième patron de BPost à quitter son poste suite à une accusation de corruption en deux ans, le précédent avait aussi dû démissionner pour une affaire d'ententes illégales. Comme quoi, chez les patrons, on s'entend très bien pour se remplir les poches.

Audi : « nouveau » modèle, même exploitation



Le 14 décembre, la presse était convoquée à l'usine Audi Bruxelles pour le lancement du nouveau modèle le Q8 e-tron. Il s'agit en fait essentiellement d'une nouvelle plaquette à l'arrière du modèle produit depuis 2018. Mais qu'à cela ne tienne, c'est toujours une occasion pour un coup de pub gratuit.

La direction annonce aussi la fabrication de 40 000 Q4 e-tron, le modèle plus petit, dans l'usine de Bruxelles d'ici 2026.

Ces effets d'annonces n'impressionnent plus guère les travailleurs, car les plans de la direction changent tous les jours.

Ce que la presse ne raconte pas, c'est que le lendemain, l'usine entrait en chômage pour plusieurs semaines, par manque de pièces. Cela fait plusieurs mois qu'il n'y a pas eu de mois complet, et donc pas de salaire complet surtout.

Par contre, les jours travaillés, les cadences sont au maximum. C'est travailler plus, plus vite pour un salaire de 4 jours, tandis que les caisses de chômage se chargent du paiement du 5ème jour, à la place d'un groupe qui réalise 4,4 milliards d'euros de bénéfice net, rien que pour les 6 premiers mois de l'année!

Les intérimaires, dont certains travaillent dans l'usine depuis 2 ou 3 ans n'ont aucune promesse d'embauche. Or, l'exploitation est telle qu'en trois ans, on a toutes les chances de s'abîmer le dos, les épaules ou les poignets.

Pour forcer les travailleurs en CDI à ne pas se mettre maladie, la direction vient d'introduire un nouveau système à points qui prend en compte toutes les absences – du retard en passant par un jour de congé familial jusqu'à l'absence pour maladie – et derrière ce système, c'est la menace de licenciement.

Alors nouveau modèle ou pas, le modèle de l'exploitation reste le même et s'aggrave. Il faut se préparer à se défendre!

Mons : Grève à l'hôpital Ambroise Paré

Le 14 décembre, une centaine de travailleurs et de délégués de l'hôpital Ambroise Paré ont organisé des piquets de grève pour protester contre le projet de fusion avec le groupe Jolimont.

Avec des tracts, des slogans chantés en chœur, ils ont tenté de s'adresser à leurs collègues pour les entraîner dans leur mobilisation. La direction et les chefs de service ont fait pression pour les en dissuader tout en tenant des discours rassurants sur l'avenir de l'hôpital.

Le projet du nouveau groupe, baptisé HELORA, est pourtant une course à la rentabilité au détriment des patients et du personnel.

Des terrains seront achetés, de nouveaux bâtiments construits, à Longtain (La Louvière) et Jemappes (Mons-Borinage) pour regrouper des services « intégrés » dans les différentes spécialités, comme la pédiatrie, l'oncologie, la cardiologie, etc.

Ce regroupement et cette concentration ont pour objectif de financer l'achat de matériel de pointe, donc onéreux, qu'ils veulent amortir, comme dans n'importe quelle entreprise privée.

De plus, la fusion de l'hôpital public, Ambroise paré, avec un groupe hospitalier privé aux traditions catholiques (Jolimont), fait peser une menace sur l'obligation de soins pour ceux qui ne peuvent payer, mais également pour les actes médicaux comme l'Interruption volontaire de grossesse (IVG) ou encore l'euthanasie.

Face à ces menaces, c'est la solidarité entre tous les travailleurs, quelles que soient leurs fonctions et leurs contrats, qui reste la meilleure défense de leurs emplois et de leurs conditions de travail.

Grande-Bretagne: 100 000 infirmières en grève

Pour la première fois depuis 74 ans, plus de 100 000 infirmières et infirmiers ont commencé une grève vendredi 16 pour exiger une hausse de salaires de 19% face à une inflation galopante.

Les conditions de travail et les salaires qui ne suivent pas l'inflation expliquent pourquoi il reste 50 000 postes vacants dans les hôpitaux. Cela crée des conditions catastrophiques pour les malades et le personnel soignant.

Cette grève fait suite à celle des cheminots et les ambulanciers vont suivre la semaine prochaine car la hausse des prix touche l'ensemble du monde du travail.

La mobilisation des travailleurs britanniques est bien présente depuis des mois. Débouchera-t-elle sur une prise de conscience que c'est le capitalisme qui est responsable de la crise, et qu'il faudra le renverser pour que les travailleurs s'en sortent?

C'est là l'enjeu.

La sale guerre entre Poutine et l'OTAN

Le bilan toujours plus meurtrier de soldats et de civils et la crise économique qui s'aggrave, font que la population russe est de plus en plus hostile à la guerre.

Selon un sondage secret commandé par le Kremlin qui a fuité, plus de la moitié des Russes souhaitent la fin de cette guerre meurtrière et seul un quart la soutient encore.



Craignant une montée pacifiste dans la population, le gouvernement russe veut vite affaiblir l'économie de l'Ukraine par n'importe quel moyen, aussi meurtrier soit-il, pour ne pas perdre la face.

L'armée russe a lancé des missiles qui ont tué des dizaines de civils et qui ont détruit une partie des infrastructures électriques, gazières et de distribution d'eau, plongeant des millions d'Ukrainiens dans le froid et les pénuries de toutes sortes, avec des coupures d'électricité qui affectent les transports et les soins de santé.

Depuis le début, les populations ukrainienne et russe subissent un conflit qui oppose d'une part le gouvernement de Poutine et ses oligarques, et d'autre part des oligarques ukrainiens pro-occidentaux alliés aux gouvernements de l'OTAN.

Les populations n'ont rien à gagner et tout à perdre dans cette guerre sanglante pour le partage des richesses de l'Ukraine entre oligarques russes, ukrainiens et multinationales occidentales.

La seule guerre pour laquelle ces populations ont intérêt à se battre ensemble, c'est celle qu'il faudra

mener contre les oligarques et les capitalistes, quels que soient leur pays, pour se libérer de l'exploitation.

Iran : le régime religieux veut terroriser la population

Mohsen Shekari, Majidreza Rahnavard voici les noms des deux jeunes manifestants condamnés par le régime iranien et pendus.

« N'importe quel individu qui attaque l'islam sera puni » a déclaré l'ayatollah Khamenei, leader suprême de l'Iran, aux miliciens réprimant les manifestations qui secouent le pays depuis maintenant trois mois.

La grève de trois jours commencée le lundi 5 décembre a été massivement suivie, et plusieurs secteurs se préparent déjà à une nouvelle grève.

Il n'est pas sûr que cette répression, qui a déjà fait plusieurs centaines de morts, mette fin à la détermination des jeunes, des femmes et des ouvriers iraniens!

En 1979, de telles manifestations, massivement réprimées, avaient fini par renverser la dictature sanglante de Mohammad Reza Pahlavi, Chah d'Iran, pourtant soutenu par les USA et l'occident.

A l'époque, l'Ayatolla Khomeiny avait pu détourner la colère à son profit. Il faudra se méfier des faux amis du mouvement qui tenteront de faire la même chose aujourd'hui.

Il faut qu'émane des luttes de la jeunesse et de la classe ouvrière un pouvoir réellement démocratique.

Le Congo victime de l'impérialisme

L'Est du Congo est à nouveau ravagé par la guerre. Les Nations-Unies y dénombrent 400 000 réfugiés fuyant les seigneurs de guerre et leurs milices armées. Trois cents civils ont été massacrés au cours du mois de novembre. Derrière ces milices et mercenaires et leur lot de massacres, on retrouve comme toujours ceux qui les financent, les soutiennent et les arment, à savoir essentiellement les puissances impérialistes occidentales qui font

main basse sur les richesses minières de cette région.



Les capitalistes sèment misère et barbarie partout dans le monde, ils récolteront un jour la colère.

Inondations et anarchie capitaliste meurtrières

Plus de 120 personnes sont mortes lors des inondations du 13 décembre dernier en République Démocratique du Congo. Des pluies diluviennes se sont déversées sur la capitale Kinshasa et ont provoqué des glissements de terrain qui ont tout emporté sur leur passage. La route nationale qui lie la capitale aux grands ports du pays a été coupée, ce qui complique les approvisionnements.

En 2019, 40 personnes ont déjà été tuées suite à des pluies intenses qui ont poussé 30 000 personnes à fuir.

Le président Félix Tshisekedi attribue ces catastrophes au changement climatique et déclare 3 jours de deuil national. Les urbanistes, eux, demandent des drainages et des assainissements suffisants. Ils demandent aussi un plan de construction urbain pour assurer la sécurité des habitants et éviter des constructions anarchiques.

Les dirigeants congolais au service des puissances impérialistes participent au pillage du pays, et ils ne font rien pour la population.

Suivez-nous sur Facebook : Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel: 0470-18.82.39
Internet: www.lutte-ouvriere.be
Partagez nos publications!